

L'hon. M. Hellyer: On nous dit que le général Norstad s'y intéresse. Le gouvernement peut nous dire si c'est vrai ou non. Il y a une semaine ou deux, j'ai appris que les Anglais reconsidéraient le CF-105. Le gouvernement aurait peut-être dû envisager la possibilité d'échanger quelques CF-105 contre quelques sous-marins atomiques anglais. Cela aurait encouragé et avantagé tant la mère-patrie que notre pays. On me dit que si nous avions commencé à les fabriquer pour en doter des escadrilles, nous aurions pu en fin de compte les vendre à plusieurs des pays membres de l'OTAN.

L'hon. M. Churchill: Qui vous l'a dit?

L'hon. M. Hellyer: Si ce n'est pas exact, que le premier ministre nous le dise, mais ce sont là les renseignements que nous possédons.

Le très hon. M. Diefenbaker: Je déclare immédiatement que ce n'est pas exact.

L'hon. M. Hellyer: Monsieur l'Orateur, ce n'est pas facile à dire, à moins que des escadrilles s'en servent et qu'ils soient disponibles, parce qu'un engin de guerre qui existe réellement est bien plus important que ce quelque chose d'impalpable qui n'existe que sur la planche à dessin et qui sera peut-être mis en fabrication dans quelques années.

L'hon. M. Churchill: Indiquez-nous votre source de renseignements.

L'hon. M. Hellyer: Quant aux autres avions, je crois que nous devrions cesser de comparer le F-106 des États-Unis avec notre CF-105. Ils ne se ressemblent pas plus qu'un boghei tiré par un cheval et une auto moderne. Ils ne sont pas du tout construits pour remplir la même mission. Ils répondent à des exigences militaires différentes. Il se peut qu'une des bonnes raisons pour lesquelles les États-Unis ont abandonné leur F-105 et leur F-106, c'est qu'ils auraient paru si médiocres auprès du CF-105.

C'est cet aspect, monsieur l'Orateur, la perte d'une capacité et d'un potentiel de production accumulés pendant vingt années, qui est si grave. J'ai sous les yeux un éditorial paru dans un de nos journaux indépendants et qui s'intitule: "Le commencement et la fin". Quelqu'un veut savoir de quel journal il s'agit. Le journal en question est le *Globe and Mail* de Toronto. J'aimerais donner lecture d'un paragraphe ou deux. Les vues exprimées dans cet article sont identiques aux miennes et je suis disposé par conséquent à en assumer la responsabilité. Voici ce que dit en partie cet éditorial:

Et voici l'ironie de cette affaire. La plupart des Canadiens se souviendront que pendant les années qui ont immédiatement suivi la guerre, il ne nous était pas permis de participer avec les États-Unis à

la production de la défense; les États-Unis alléguaient alors que nous n'avions pas les connaissances techniques nécessaires. Par suite, au prix de peines et de frais considérables, nous avons acquis ces connaissances. Et pourtant, il n'y eut aucune participation. Qu'arrive-t-il maintenant? Maintenant, la magnifique réunion de techniciens qui a permis d'édifier cette grande industrie canadienne sera dispersée. Maintenant, ces hommes et ces femmes spécialisés,—notre première richesse nationale,—vont probablement partir. Pour aller où? Aux États-Unis.

C'est, monsieur l'Orateur, une tragédie nationale. Nous ne sommes pas seuls, de ce côté-ci, à penser ainsi. Nous sommes excellemment appuyés. J'ai ici un discours que le ministre du Travail entend prononcer plus tard aujourd'hui, mais dont la divulgation a été autorisée dès cet après-midi, à n'importe quel moment. J'aimerais en citer un bref passage, car je crois que nous pouvons nous fier à son jugement. Voici ce qu'il dit:

Je ne veux pas faire de drame. Mais le Canada, de tous les pays, est bien celui qui ne peut se permettre de vivre dans un monde où il n'aurait pas les moyens et les connaissances techniques qui lui permettraient de conserver ce qu'il a.

On n'a jamais dit si vrai! Nous sommes bien d'accord, monsieur l'Orateur. Nous voulons que le gouvernement nous donne des signes de sa préoccupation. Nous voulons que le gouvernement intervienne et prenne des initiatives concrètes pour remédier à la situation avant qu'il ne soit trop tard.

Nous avons beaucoup entendu parler d'instruction. J'aimerais répéter ce que j'ai dit l'autre soir, savoir que ceux qui reviennent de Russie signalent les progrès de géant accomplis par les Russes en matière d'enseignement. On insiste plus particulièrement sur la quantité énorme de scientifiques et d'ingénieurs que la Russie produit et sur l'avance que les Russes prennent ainsi sur nous dans ce domaine. A la suite de comparaisons faites entre nos deux systèmes, nous avons été avertis que nous devons mettre davantage l'accent sur la formation du personnel scientifique. Pourquoi, je vous le demande? Pour l'exporter aux États-Unis.

Depuis des générations, un grand nombre des plus brillants cerveaux du Canada, après avoir reçu leur formation au Canada, ont émigré aux États-Unis, où les chances d'avancement étaient meilleures. Depuis le début de la seconde guerre mondiale, la situation a changé et il était devenu de bon ton pour les jeunes Canadiens de demeurer dans leur propre pays. Nos jeunes Canadiens veulent désespérément demeurer au Canada, mais il faut qu'ils puissent y vivre et, surtout, qu'ils puissent avoir l'occasion de créer et de produire. Durant les années d'après-guerre la plupart de nos jeunes gens ont pu trouver au pays des débouchés amplement satisfaisants